



Rue du Lombard, 8/2 - 5000 Namur
081/73.40.86
secretariat@equipespopulaires.be

Cette analyse est téléchargeable sur :
www.equipespopulaires.be



Avec le soutien de

Question de point de vue

Juillet 2016

De la lutte des classes à la lutte des places

Par Jean-Michel Charlier,
Secrétaire général des Equipes Populaires

« La lutte des classes ? Mais c'est dépassé, mon bon Monsieur ! D'abord les classes sociales, c'est bien connu, ça n'existe plus vraiment. Vous connaissez encore une " classe ouvrière " vous ? ». Ce genre de déclarations, on les entend régulièrement. Et pour tout dire, elles ne nous paraissent pas vraiment dénuées de bon sens. L'époque où l'idée d'appartenir à la classe ouvrière était revendiquée et faisait la fierté des travailleurs semble bien révolue. Question de mots ? Question de réalités sociales et économiques ? Ne serait-il pas plus approprié de parler plutôt de « lutte des places » ?

C'est que de grandes évolutions sont passées par là. Le marché de l'emploi, le monde du travail, le salariat lui-même, se sont profondément transformés. Certains auteurs comme Gorz ou Castel, parlent même de « métamorphoses » du travail ou de la question sociale. Les métiers se sont diversifiés, l'outil de production a changé, la réalité de l'accès à l'emploi s'est complexifiée ; tout cela a fait basculer les solidarités d'hier, jusqu'au plus profond de nos esprits, de la culture, voire même des mots de notre langage quotidien !

Vous parlez de « lutte des classes » ? Ne serait-il pas plus approprié de parler plutôt de lutte des places » ?

Au quotidien, l'action associative, particulièrement en éducation permanente, se trouve pragmatiquement confrontée à la

question. Parce qu'en effet, la question qui se pose à nous depuis pas mal d'années, c'est notamment celle des « publics » que nous touchons ou avec lesquels nous cheminons.

Oups ! Mille excuses en utilisant le terme de « publics » d'avoir sans doute malgré moi été victime de ce langage dominant. C'est en tout cas un mot qui traverse le secteur de l'action sociale et qui nous « impacte » tous – aïe encore un mot ! – sans même que nous le remarquions vraiment !

Ce petit détour par les mots n'est pas seulement un effet de verbe. Il est révélateur du rôle fondamental du langage et, au-delà de la culture, dans les rapports de domination à l'œuvre dans notre société. ⁽¹⁾

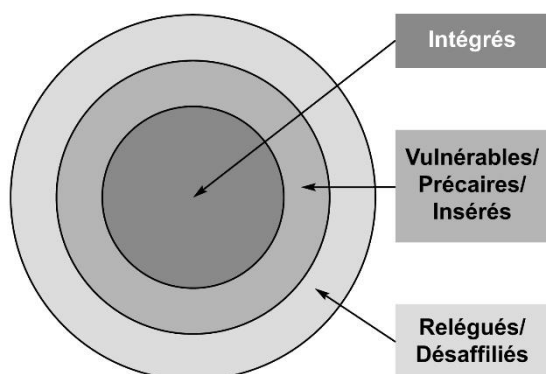
Les mots forgent les représentations et donc les idées communément partagées... Jusqu'à

légitimer collectivement des idées, des logiques, des politiques néolibérales et leurs conséquences. Le glissement de l'idée de la lutte des classes vers celle d'une lutte des places, est un bel exemple de ces logiques à l'œuvre.

La réalité du travail d'éducation permanente, la volonté de mettre en place des groupes et projets nouveaux, amènent le monde associatif à toucher de plus en plus de personnes frappées de plein fouet par la pauvreté. Des personnes concernées par les dynamiques d'aide sociale, par le surendettement ou la maladie, de plus en plus souvent éloignées de l'accès à l'emploi et même des réseaux de relations sociales... Cette réalité ne va pas sans interroger la question des Milieux Populaires aujourd'hui. Qui sont-ils ? Où sont-ils ? Et notre action les touche-t-elle ?

L'éclatement des milieux populaires

C'est là que l'analyse de penseurs, sociologues et philosophes, peut nous être précieuse. Particulièrement celle de Robert Castel ⁽²⁾, complétée par celle de Christian Maurel ⁽³⁾. C'est ici que nous rejoignons inévitablement la question des classes sociales. Que nous dit-il ? Castel analyse le salariat et démontre en quoi il s'est fragmenté de manière significative à partir des années 80 surtout.



Il schématise cet éclatement par un ensemble de cercles concentriques.

- Au centre, les travailleurs dits « intégrés » : ils bénéficient d'un emploi stable et durable (*les mobiles actifs, propose Christian Maurel*)
- Le second cercle réunit les travailleurs dits « vulnérables » ou « précaires » : ils vont et viennent dans l'emploi, subissent l'insécurité, sont vulnérables aux situations qui les dominent (*Les sédentaires contraints*)
- En périphérie, une troisième frange : celle des « relégués » ou des « désaffiliés » : ils n'accèdent plus à l'emploi, échappent aux réseaux de relations sociales, subissent l'exclusion. Ils ne font plus partie du projet. (*Les errants*)

Muriel Vanderborght⁽⁴⁾ explique que, pour le sociologue français, cette grille de lecture ne recoupe pas exactement la stratification sociale. Elle ne représente pas non plus les rapports de dominations internes à la structure mais tend avant tout à montrer comment, à l'intérieur du monde des travailleurs -avec ou sans emploi- les différences et les écarts se creusent. Le modèle proposé insiste néanmoins sur l'appartenance de tous à un ensemble au sein duquel des glissements s'opèrent et font passer les individus d'une zone à une autre : « *Qu'advienne par exemple une crise économique, la montée du chômage, la généralisation du sous-emploi : la zone de vulnérabilité se dilate, elle empiète sur celle de l'intégration et alimente la désaffiliation (...). Il s'agit moins de placer les individus dans ces zones que d'éclairer les processus qui les font transiter de l'une à l'autre. C'est pourquoi, au thème aujourd'hui abondamment orchestré de l'exclusion, je préférerais celui de la désaffiliation pour désigner l'aboutissement de ce processus. Parler de désaffiliation ce n'est pas entériner une rupture mais retracer un parcours.* »

L'apparent élargissement de la zone de désaffiliation n'est pas sans poser de nombreuses questions en termes de cohésion sociale. L'idée d'un progrès linéaire dont tous profiteraient s'est lentement érodée et le fossé s'est à nouveau creusé entre certaines franges de la population.

Des dissensions et divisions internes

On constate ainsi que le schéma traditionnel de la lutte des classes, qui opposait deux grands ensembles – classe ouvrière et classe dirigeante – est complètement bousculé et donne naissance à des réalités nouvelles ou d'une ampleur jusqu'ici inégalée :

- Les travailleurs (au sens large) se sentent adversaires plutôt que solidaires : les tensions les plus visibles se marquent entre ceux qui ne possèdent rien et ceux qui possèdent peu ! En laissant indemnes ceux qui détiennent tout, capital et pouvoir...
- L'injonction de travailler : « Le droit à la paresse » (Paul Lafargue 1880) nous paraît aller complètement à contre-courant. La valeur travail est de plus en plus centrale alors qu'elle avait été égratignée (RDTT, crédit-temps, société du temps libéré). Et individuellement, la pression devient énorme (obligations de formation, activation des chômeurs, ...)
- L'injonction de mobilité et de flexibilité : vers l'individualisation et la responsabilisation
- La culture de l'excellence : tout est fait, dans tous les domaines, pour valoriser les compétences individuelles et les performances personnelles
- Le « syndrome du Heysel » : les plus qualifiés, en mal d'emploi, se réfugient sur

les emplois moins qualifiés, évacuant du même coup ceux qui sont sur le gradin inférieur, provoquant une cascade vers le bas, à l'image du drame du stade du Heysel en 1985. L'image - glaçante - est de Luc Carton.

Une conscience des dominations communes

La question fondamentale qui se pose à nous dans un tel contexte, c'est bien l'enjeu de la cohésion. Est-ce qu'une telle réalité nous mène à la rupture ? L'enjeu prioritaire que nous avons ciblé en tant que mouvement d'éducation populaire, c'est de contribuer à re-coaliser les fractions divisées du monde du travail (au sens large).

Et pourtant tout nous pousse aujourd'hui à être complices de ces divisions organisées : même nos pratiques au quotidien sont prises au piège. Groupes initiés par des CPAS, groupes dans des maisons médicales, groupes de TSE, groupes en formation socioprofessionnelle, groupes GAC, jardins solidaires, groupe d'aînés, groupes traditionnels, etc.

Nos approches des personnes sont obligatoirement segmentées et c'est inévitable si nous voulons les rencontrer et les rassembler...

Mais s'en satisfaire serait insuffisant. Nous risquerions de contribuer à maintenir voire reproduire des inégalités. Comment, dès lors, permettons-nous à toutes ces personnes de se re-coaliser ? De cheminer dans la re-découverte des **dominations communes** qu'elles subissent ?

Ces dissensions internes sont particulièrement marquées au cœur des milieux populaires qui, selon le sociologue français Olivier Schwartz, ont développé une conscience du monde

triangulaire qui les oppose non seulement aux sphères dirigeantes mais également aux fractions les plus pauvres d'entre eux. Ce qu'il appelle « la tripartition de la conscience sociale ». Cela met au jour l'importance d'un travail de fond qui permettrait de faire émerger à nouveau chez ces personnes une conscience de ce qui les unit. C'est notamment pour cette raison, explique Muriel Vanderborght, qu'il est impératif de ne pas fragmenter à l'excès l'approche de publics : jeunes d'un côté, femmes de l'autre, travailleurs sans emploi à droite, travailleurs pauvres à gauche, invalides en haut, pensionnés en bas... Cette manière d'aborder les situations vécues par les milieux populaires reconnaît la singularité de la situation de chacun mais fragilise grandement la portée de leur parole en tant que groupe social. Elle contribue également à alimenter un discours ambiant qui amène chacun à juger de ce que l'autre reçoit comme aide financière ou soutien matériel en proportion avec l'effort qu'il a fourni. Et au final, le travailleur « qui se lève tôt » finit par faire porter au chômeur qui, de manière sous-entendue, « n'a pas le courage de se lever pour aller chercher un emploi » le poids de sa colère et de ses difficultés non reconnues...

Re-coaliser passe ainsi par une double réappropriation :

- celle d'abord d'une conscience collective qui a été détricotée au fil des ans, des crises économiques successives et des restructurations au sein du monde du travail mais aussi
- celle d'une parole commune qui a été fragmentée et parfois même confisquée.

La multitude et le conflit : deux notions qui peuvent faire sens

La notion de multitude est avancée par Michael Hardt et Antonio Negri.⁽⁵⁾

Lorsque l'action politique critique et revendicative était portée par un ensemble relativement unifié, la désignation de cet acteur par le terme de « peuple » pouvait sembler adéquate. Les deux auteurs constatent que la dispersion des engagements - qu'ils soient professionnels ou bénévoles - et l'éclatement des combats menés sont le reflet d'une meilleure prise en compte des aspirations individuelles au sein même des processus collectifs. Ils proposent dès lors le concept de « Multitude » pour rendre compte de la réalité militante des dernières décennies. Pour eux, le peuple, traditionnellement, dénote une conception unitaire. La population se caractérise bien entendu par toutes sortes de différences, mais le peuple réduit cette diversité en une unité et fait de la population une identité singulière : le peuple est un. La Multitude, en revanche, est multiple. La Multitude se compose d'innombrables différences internes qui ne sauraient être réduites à une unité ou une identité singulière...

La Multitude est une multiplicité de différences singulières.

Au-delà de la pure question linguistique, cette vision de la Multitude nous apporte un nouvel éclairage dans notre réflexion. Loin de s'apitoyer sur la disparition des grands soulèvements populaires d'antan, les auteurs soulignent la force et les possibilités qu'ouvrent les modes de réflexion, de construction et d'action actuels.

L'exemple des initiatives nées dans le domaine de l'alimentation est très parlant lorsqu'on souhaite évoquer les concepts de réseau et de Multitude. Nombreux sont les citoyens qui, inquiets pour leur santé, pour l'environnement ou pour l'avenir de l'agriculture, ont souhaité se mettre en action dans ce domaine. Face à la puissance des détenteurs du système agro-alimentaire, peu de structures et

d'organisations instituées ont été capables de se saisir de cette question et d'en tirer des revendications claires afin d'infléchir les politiques en la matière. Complètement délaissée par l'agenda politique, la réflexion sur l'alimentation a donc été prise en charge par des citoyens eux-mêmes et ce au départ d'expériences très concrètes : potagers collectifs, groupements d'achats communs, cours de cuisine saine et durable, soutien aux producteurs, mise en place de coopératives pour le rachat des terres agricoles, groupes d'action directe contre les cultures d'OGM... De nombreux projets ont émergé pour montrer concrètement que des alternatives existent. Ces collectifs communiquent entre eux, créent des synergies, font connaître leurs actions sans pour autant mettre en place une structure globale ou désigner un porte-parole qui unifierait leurs combats. Leur force réside dans la multiplicité des profils qui composent les collectifs tout autant que dans la capacité avec laquelle ils ont pu créer, inventer et expérimenter de nouvelles formes d'action. L'ampleur prise par l'ensemble de ces initiatives en a d'ailleurs étonné plus d'un et a contribué à une évolution des mentalités sur la question qui n'est pas sans conséquence à l'échelle de la collectivité : adaptation des cantines scolaires, redéploiement de commerces d'alimentation de proximité, développement de filières de production et de transformation biologiques, prise en compte des problèmes d'accès à la terre... Cette idée de Multitude permet donc de réactiver la capacité du peuple à agir. Non pas en tant que corps homogène porteur d'un message unique, mais en tant qu'ensemble d'individus aux caractères différents et pourtant capables de trouver des points de conflits à porter de manière commune. Pour Hardt et Negri, il est d'ailleurs clair que l'éclatement des identités modernes

n'empêche pas pour autant les singularités d'agir collectivement.

En d'autres termes, l'action collective populaire reste possible, mais selon d'autres modes de construction et d'expression, peut-être parfois plus en phase avec les valeurs et l'autonomie des individus.

Ceci nous amène à la notion de conflit. Elle est évidemment au cœur de l'action collective. Comme le dit Christian Maurel, l'action collective démarre toujours d'une question simple : qu'est-ce qui m'affecte aujourd'hui ? Mais pour se sentir en capacité d'agir, il faut pouvoir à un moment donné se dire : « *à propos de cette injustice que je vois, que je subis, et au sujet de laquelle certains voudraient que je me taise, il me semble aujourd'hui possible que je prenne la parole, que je refuse ce que l'ordre établi m'impose ou impose à d'autres, que je me mette en action avec ceux qui se sentent également concernés* ».

Il y a une mise en conflit qui est indispensable. Le conflit est une des bases de l'évolution des sociétés puisque c'est la recherche commune d'un compromis qui va amener un groupe humain à repositionner ses règles, ses lois, ses rapports interpersonnels. Historiquement, les milieux populaires ont pu se constituer en tant qu'acteur de conflit parce qu'ils avaient la conscience d'appartenir à une classe sociale et d'être en opposition sur une série d'enjeux avec les classes dominantes. Cela a été le cas pour l'obtention du suffrage universel, la reconnaissance d'une série de droits accordés aux travailleurs, la construction du système de sécurité sociale, etc.

Il est pourtant de bon ton aujourd'hui de penser que les antagonismes de classe ont disparu et que les intérêts de la collectivité tout entière priment sur ceux de quelques groupes. On refuse de prendre réellement en

considération l'important redéploiement des inégalités dont nos sociétés sont actuellement les témoins. Et si quelques grandes affaires d'évasion fiscale ont par exemple scandalisé l'opinion publique, la question d'une meilleure répartition des richesses n'en a pas pour autant avancé grandement. Il semble donc qu'il n'y ait pas de point de tension suffisamment fort que pour amener les différents groupes sociaux à s'opposer de manière marquée et ainsi faire évoluer la situation. L'indignation ne conduit pas nécessairement à la mobilisation et même si les individus vivent des inégalités fortes et en sont conscients, ils ne semblent pas prêts à faire aboutir les conflits qu'ils portent.

Luc Carton souligne le paradoxe qui existe entre, d'un côté, la nette augmentation des inégalités en tous genres et, de l'autre, le sentiment que les oppositions de classe et les conflits sont moins marqués que par le passé. Pour le philosophe, cela induit surtout qu'il y a une distinction importante à faire *entre des conflits avérés, ouverts et des conflits potentiels, cachés*. Certains sujets sont passés sous silence et ne semblent pas dignes de faire l'objet de discussions collectives.

Cela est particulièrement flagrant lorsqu'il est question d'aborder des enjeux liés au sens des actes que nous posons quotidiennement : travail, consommation, mobilité, enseignement, alimentation... Il semble qu'un seul impératif domine, celui de l'ordre économique et de la rentabilité. C'est ce qui fait dire à Luc Carton qu'aujourd'hui, *le conflit inavoué c'est le conflit autour du pouvoir sur l'économie et sur le sens de l'économie*.

En nommant le conflit, les actions collectives - même petites et sur des aspects locaux ou spécifiques, mais qui touchent au sens de l'économie au sens large - ont la capacité de

remettre au jour les dominations communes qui nous affectent. Qu'elles soient économiques, sociales ou culturelles. Et cela c'est un travail d'éducation permanente. Ce travail il doit permettre aux personnes de se rassembler, de se reconnaître une identité commune. Il y a là un travail de fourmi à mener au sein des associations.

Mais si les milieux populaires sont aujourd'hui segmentés, les associations et les acteurs sociaux le sont aussi très souvent. Dire cela c'est aussi rendre évidente la nécessité de travailler en réseau, en partenariat, en plateforme qui rassemblent la diversité.

Pour conclure, je ne résiste pas à la tentation de relayer ce savoureux petit texte écrit par l'association Changements pour l'Egalité : *« Aux dernières nouvelles, elles auraient disparu ! Avis de recherche, peine perdue. Bon débarras ! Après tout, on ne va pas s'en plaindre ! C'est pas rigolo les classes sociales. Ça sent la lutte sociale, la misère, la tuberculose, le stupre et l'inculture. La sueur et le mauvais vin. Ça fait même un peu « révolution » comme on disait avant. Y a plus de révolution non plus. On a des « printemps » maintenant.*

Ce qui compte vraiment, c'est le destin individuel. Chacun, chacune est unique. C'est quoi cette manie de faire des catégories et de mettre tout le monde dans le même sac pour insister sur les différences, les inégalités, les dominations ? Misérabilisme nostalgique de vieux communistes aigris. N'y a pas que l'argent dans la vie et on est en démocratie, merde ! La souffrance de Pierre-Edouard vaut bien celle de Cindy. On est tous dominés à un moment ou un autre, non ? C'est dur pour tout le monde, point à la ligne.

D'ailleurs, vous en avez déjà vu, vous, des classes populaires ? Des Arabes, des Turcs, des Polonais, des Roumains, ça oui. Des SDF, des alcooliques, des handicapés, des loosers, des chômeurs, des sans-papiers, des voyous, des hyperactifs et des dyslexiques dyscalculiques, on en a tous vu. Mais des bourgeois et des classes populaires, non. Pas en vrai. Peut-être dans des films italiens des années cinquante ou dans les livres de Dickens. Mais là, maintenant, c'est devenu bôôôôôôôôô plus complexe ! Tout est mélangé. Elles peuvent aller se coucher les classes sociales, complètement dépassées.

On les a réveillées pour vous. Ce n'est pas qu'on y tienne par-dessus tout, mais, franchement, ça aide à comprendre. Bien mieux d'ailleurs que les catégories « d'origine étrangère » et « ne parle pas français à la maison », ou « délinquant », « parents qui s'en foutent », « sans repère et sans limite », « grossier personnage », « fainéant », « chômeur professionnel » ou « sans culture générale ». C'est moins misérabiliste qu'on ne le pense de parler de « classe populaire ». À une époque, ça faisait même de la fierté. Bon d'accord, ça fait peur, mais à qui ? »

Jean-Michel Charlier

A partir d'un exposé réalisé dans le cadre d'un WE de formation CEFOC « De la lutte des classes à la lutte des places »

- (1) Voir à ce sujet le travail de décodage réalisé par Les Equipes Populaires : « Le Petit menteur illustré. Dictionnaire participatif, engagé et décalé », novembre 2016, Editions Equipes Populaires.
- (2) R. Castel, Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat. Fayard, 1995.
- (3) C. Maurel, Education populaire et puissance d'agir, L'Harmattan, 2010.
- (4) M. Vanderborght, Vous avez dit Milieux populaires ? 2012. Ed. Equipes Populaires.
- (5) Hardt M. et Negri T., Multitude, Editions 10/18, Paris, 2006.